

Appel au Parlement de l'EAC pour des mesures coercitives contre Bujumbura

APA, 20-11-2015 La société civile d'Afrique de l'Est demande d'envisager la suspension du Burundi de l'UA Arusha (Tanzanie) - Des organisations sous-régionales de la société civile ont appelé le Parlement de la Communauté de l'Est (EAC) à demander la suspension du gouvernement burundais de cette organisation ainsi que de l'Union africaine (UA) si la crise dans le pays venait à perdurer.

Dans une pétition adressée à l'organe législatif de l'EAC qui regroupe le Burundi, le Rwanda, le Kenya, l'Éthiopie, la Tanzanie, les six organisations demandent notamment à ce Parlement sous-régional de "lancer un appel au président en exercice de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine pour que des mesures soient prises pour éviter que le Burundi plonge dans le génocide et les atrocités de masse". Au cas où ces mesures seraient infructueuses dans un mois, le Parlement de l'EAC devrait "demander la suspension du gouvernement burundais à la fois de l'EAC et de l'Union africaine", écrivent les six organisations parmi lesquelles le Barreau d'Afrique de l'Est (EALS) qui coiffe les ordres d'avocats des cinq pays membres. Parmi les autres organisations signataires, figurent le Forum des organisations de la société civile d'Afrique de l'Est (East African Civil Society Organizations Forum - EACSO) et le Pan African Lawyers Union (PALU). Les six organisations demandent par ailleurs à cet organe législatif de la Communauté d'Afrique de l'Est de "condamner ouvertement les assassinats et exécutions extrajudiciaires" au Burundi, "l'usage d'un discours incendiaire, l'utilisation disproportionnée de la force par la police, les responsables de la sécurité et les membres de (la milice) Imborekure" du parti présidentiel. Le Burundi a plongé fin avril dans une grave crise politique marquée de violences, à l'annonce de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat qui, selon ses adversaires, viole la Constitution et l'accord d'Arusha ayant mis fin à la guerre civile (1993-2006). La répression des manifestations et la réélection en juillet de M. Nkurunziza, lors d'un scrutin controversé ont pas empêché l'intensification des violences, désormais armées, marquées par des assassinats ciblés et des attaques contre la police.